

# L'OUVRIER MÉTALLURGIQUE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie  
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges - PARIS (9°)

## LE XIX<sup>e</sup> CONGRÈS CONFÉDÉRAL de la C.F.T.C.

600 Délégués représentant 2.400 Syndicats ont affirmé  
la force grandissante du Syndicalisme chrétien

Samedi matin 9 heures, l'animation règne déjà dans le hall d'entrée de la Maison de la Chimie, le Congrès se prépare et les délégués arrivent pour prendre les dernières dispositions et régler les formalités d'usage.

Midi, les restaurants du quartier sont envahis et c'est le moment choisi par les métallurgistes pour une courte, mais fructueuse et cordiale rencontre.

Le repas fraternel organisé à cet effet a connu un grand succès, présidé par un ami éminent de notre mouvement, M. Charles Blondel, assisté de Paul Vignaux, cependant que tous les principaux centres métallurgiques étaient représentés ; à l'heure des toasts, le Président fédéral, après avoir salué les convives et remercié nos invités adresse un salut fraternel au camarade Mardones, représentant les travailleurs chrétiens basques réfugiés en France.

Paul Vignaux, dans une courte allocution, insiste sur les possibilités qui s'offrent à notre mouvement, si nos camarades, dit-il, savent faire l'effort nécessaire de formation qu'exige le développement actuel du syndicalisme.

Cette place que vous réclamez dans l'économie et qui est celle du travail manuel, vous l'obtiendrez d'autant plus facilement que vous serez plus compétents en matière économique, que vous connaîtrez mieux les problèmes qui se posent à vous, hier comme au jour d'hui et comme demain, vous nous trouverez à vos côtés pour vous aider à développer vos connaissances et à acquérir la science qui fera de vous des syndicalistes complets et capables de représenter, avec autorité, le Syndicalisme chrétien, et lui permettre de jouer un rôle efficace dans notre monde contemporain.

Le camarade Mardones remercie ensuite les métallurgistes de lui permettre des contacts syndicaux avec les travailleurs chrétiens français ; cet accueil fraternel, dit-il, nous est une aide particulièrement précieuse pour supporter les malheurs qui nous accablent, nous, travailleurs basques exilés de notre Pays.

C'est M. Charles Blondel qui prend à son tour la parole, il se demandera tout d'abord, à quel titre il peut prendre la liberté de s'adresser aux métallurgistes, cependant, dit-il, les juristes, dont je suis, ne peuvent ignorer votre action puisque c'est elle qui leur permet de préciser et de perfectionner la législation sociale.

Le camarade Chaulot, d'Alger,

ble pour assurer le succès de notre Congrès d'octobre.

15 heures, les Congressistes sont rassemblés dans la grande salle de la Maison de la Chimie, de larges banderoles disposées devant et sur le fond de l'estrade indiquent les préoccupations des Syndicalistes chrétiens ; sur l'une nous lisons : « Il faut aider la Famille ouvrière », et, encadrant le monogramme confédéral au bas duquel est déployé le drapeau confédéral, on lit « La Liberté syndicale est un droit imprescriptible » et, enfin, comme pour couronner le dévouement de tous les militants, « Le Syndicalisme chrétien est une force grandissante, 1887 : 2 syndicats ; 1938 : 2.400. »

Le camarade Augeard, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires, ouvre le 19<sup>e</sup> Congrès Confédéral, il rappelle les conquêtes du Syndicalisme chrétien depuis 50 ans, les luttes qu'il a dû soutenir pour défendre son indépendance contre l'emprise du totalitarisme ; après une communication de Mennelet sur l'admission d'un certain nombre de syndicats, et la lecture du règlement du Congrès, la parole est au Président confédéral.

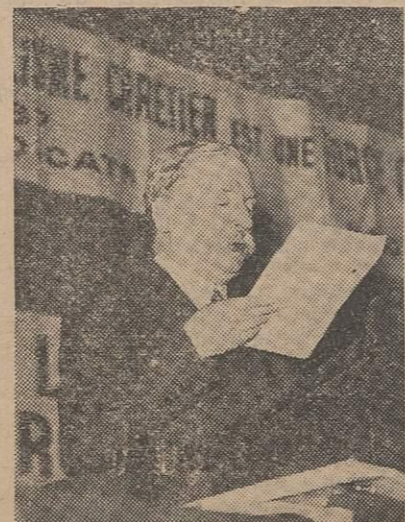
Les congressistes se lèvent lorsque celui-ci salue la mémoire d'Ernest Thiele et de Louis Blain, il rappelle les titres de ces deux camarades à notre souvenir ; le premier, dit-il, a travaillé à assurer à notre mouvement la collaboration des syndicalistes chrétiens des pays recouvrés, d'Alsace et de Lorraine ; et Louis Blain, fondateur de la Fédération du Textile, a enrichi notre mouvement par l'apport d'un groupe de travailleurs devant l'importance économique ne saurait être méconnue.

Zirnheld félicite ensuite Floch et Allouin qui viennent de recevoir la Croix de Chevalier de Saint-Grégoire le Grand, l'Assemblée applaudit cette nomination et voici que les braves retentissent de nouveau à l'annonce de la nomination d'Alfred Michelin, vice-président d'honneur de la C.F.T.C., au titre de Commandeur de Saint-Grégoire le Grand et de sa nomination comme Secrétaire général des Semaines Sociales de France.

Le Président confédéral entame alors la lecture du rapport moral, il ne nous sera pas possible d'en donner le compte rendu détaillé, comment, en effet, retracer un ex-

gner leur action et à parfaire leur formation ; situant ensuite l'action du centre confédéral il remarque combien la besogne des permanents est compliquée et accablante, il souligne le travail des Syndicats, des Unions et des Fédérations et se réjouit de l'unité qui y préside.

Sur la formation, Zirnheld souligne la puissance que — par elle — nous pouvons acquérir, aussi, la C.F.T.C. par un effort de plus en



Jules ZIRNHELD  
présente son rapport

plus important entend mettre à la disposition des Syndicats affiliés les moyens nécessaires pour les aider à augmenter leurs connaissances et plus particulièrement celles de leurs militants, en contrepartie ces derniers doivent s'intéresser aux publications de l'Ecole Normale Ouvrière et à ses cours de formation.

Le rapporteur aborde ensuite l'action revendicative, le Syndicalisme chrétien soutient les revendications du monde du travail,

non seulement pour la classe ouvrière, mais il entend que celles-ci soient faites par la classe ouvrière ; nous ne nous préoccupons pas, dit-il, de savoir si ces revendications sont également le fait des socialistes et des communistes, nous nous préoccupons, avant tout, d'en connaître l'importance, la nécessité et la justice qu'elles sont appelées à réaliser.

Après avoir rappelé les interventions de notre mouvement auprès des Pouvoirs publics et du Parlement, notamment à propos de la loi sur le Statut moderne du travail, le rapporteur aborde nos relations avec l'Internationale Syndicale Chrétienne, il tient à marquer l'honneur qui a été fait à notre Pays et à la C.F.T.C. par la nomination de son Président à la Présidence de l'Internationale, fasse, dit-il, que celle-ci ne soit pas marquée par de trop rudes épreuves.

Après la perte de l'Autriche, l'Espagne reste impénétrable et seul le Canada nous permet quelques espérances.

Le rapport moral se poursuit par l'examen du travail administratif, tâche ingrate et ardue mais cependant indispensable.

Sur le problème de la trésorerie et le paiement de la cotisation confédérale il faut que celle-ci ne subisse aucun retard. En effet, les délégués demandés par la C. G. T. à ses Syndicats sont beaucoup plus importants et la C.F.T.C. dont les besoins ne sont pas moins impérieux se contente cependant d'une cotisation bien plus faible.

Passant au développement de l'organe confédéral, Zirnheld constate l'importance de l'effort accompli par la rédaction de « Syndicalisme », certains, dit-il, trouvent notre journal trop révolutionnaire, d'autres pas assez hardi, ces deux appréciations nous montrent qu'il est dans la bonne ligne.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page.)

## Pour ceux qui ont usé leurs forces au service de la collectivité

De divers côtés on se préoccupe de la Retraite des Vieux Travailleurs. Dans le « Le Bulletin d'Informations de la C. F. P. » nous relevons le résumé d'une étude faite par M. Louis SIEFMAN, destinée à mettre la vieillesse des vieux travailleurs à l'abri du besoin en faisant disparaître pour eux l'angoisse de l'avenir où la misère trop souvent remplace le pain quotidien que la plupart d'entre eux doivent demander à l'humiliante assistance.

### La position du problème

Le problème de la retraite des vieux travailleurs se présente sous un triple aspect :

- Ceux qui sont actuellement des vieillards ;
- Ceux qui le seront dans 10 ans, 20 ans ;
- Ceux qui le seront dans 30 ans, 40 ans.

a) Pour ceux qui sont actuellement des vieillards sans travail et sans ressources, il est vain de parler d'assurance. L'aide qu'on leur apportera relèvera de l'assistance, de la solidarité nationale. Ce devoir incombe à la société tout entière et non pas seulement au monde du travail.

Les générations qui ont dépassé l'âge de 60 ans ont les plus lourdes responsabilités. Elles ont pensé préparer des retraites pour certaines catégories de privilégiés et n'ont pas étendu leur sollicitude à tous. Elles réclament l'aide des plus jeunes, mais elles n'ont ni favorisé ni provoqué leur existence.

La solidarité qu'on veut établir entre les jeunes et les vieux serait injustifiée si un sacrifice n'était pas demandé également aux retraités (1.400.000) comme à ceux qui disposent encore de ressources suffisantes.

b) Le problème se pose d'une manière toute différente pour la retraite future de ceux qui ont aujourd'hui 20 à 30 ans.

Ceux-ci sont prévenus par la cruelle expérience de leurs aînés. A eux d'épargner pour l'avenir, à eux d'être prévoyants. Qu'ils se groupent, qu'ils s'assurent mutuellement. La charge de cette assurance doit être supportée intégrale-

ment comme les salaires, par la production et les cotisations doivent être inscrites au nom des cotisants eux-mêmes qui ont le droit le plus strict à une retraite exactement proportionnelle aux versements effectués.

c) Les générations de 40 et 50 ans s'y sont prises elles aussi, trop tard pour se constituer une retraite suffisante. Elles méritent les reproches faits à leurs aînés. Il n'est pas équitable que seule la classe ouvrière des générations plus jeunes en supporte la conséquence.

C'est à l'Etat de fournir l'effort complémentaire nécessaire.

### LES SYSTEMES EN PRESENCE

#### La répartition

La répartition est la forme naturelle de l'assurance en matière de risques immédiats et imprévisibles. C'est le partage des sinistres de l'année entre un certain nombre d'individus.

En assurance vieillesse il en va tout différemment. La vieillesse n'est pas un sinistre qui tombe inopinément et d'une façon imprévisible sur tel sociétaire. C'est un état de déchéance productive dont l'époque est essentiellement connue à l'avance pour chacun et pour tous. L'assurance alors consiste en ce que tous les hommes versent leur part d'épargne à un organisme d'assurance, en sachant très bien qu'un certain nombre n'en profitera point, mais, que, grâce à cet effort de tous, les survivants auront une retraite plus forte.

Le système de la répartition n'est que le plus détestable des expédients et le plus trompeur. Aussi bien n'a-t-il pour but que de trouver tout de suite de l'argent pour les vieux.

#### Les perspectives démographiques

Il est en effet très beau de faire de la « répartition » et, si les jeunes de 20 ans ont une grande foi au cœur, il leur est loisible d'espérer avec confiance que, dans 40 ans : 1<sup>o</sup> la loi n'aura pas été modifiée ; 2<sup>o</sup> la situation économique, politique, internationale permettra le financement de la retraite. Dès aujourd'hui une chose est certaine, c'est qu'en 1938, en France, il y a 6 millions de personnes ayant atteint l'âge de 60 ans, il y en aura dans 10 ans 6.450.000, dans 20 ans 6.730.000, dans 30 ans, 7 millions.

Quant à la population âgée de 20 à 60 ans, elle est aujourd'hui de 23.100.000, elle sera dans 10 ans de 22.800.000, dans 20 ans de 21.500.000, dans 30 ans de 20.800.000.

Ainsi donc, d'une manière certaine et inéluctable, augmentation des vieux, diminution des jeunes.

Compter pour nos vieux jours sur les générations que nous nous acharnons à ne pas appeler à la vie, quelle étrange formule de solidarité, ou, si l'on tient, d'assurance !

#### La capitalisation

Il n'y a qu'une façon, vieille comme le monde, de parer à ses vieux jours, c'est de mettre de l'argent de côté.

On ne peut prétendre construire la société sur deux bases différentes : la propriété et l'épargne pour les classes les plus favorisées ; la répartition communautaire au jour le jour pour la classe des salariés.

(Lire la suite en page 2.)

## Assouplir les 40 heures : impossible !

Les statistiques de chômage publiées par le « Journal officiel » nous montrent cette impossibilité car le pourcentage des ouvriers n'accomplissant que 32 heures augmente sans cesse : **CHOMAGE TOTAL** : Industries métallurgiques et mécaniques : 52.136 dont 23.353 pour Paris et la Seine.

Le département le plus touché après la Seine, se trouve être le Nord avec 10.940 chômeurs pour la métallurgie.

Pour les industries des métaux, les observations portent sur 1.361 établissements dont les effectifs sont passés de 389.964 au début d'avril 1937 à 472.150 au début d'avril 1938, soit une augmentation d'effectifs d'une année à l'autre de plus de 80.000 unités.

Mais le degré d'occupation de la main-d'œuvre a varié dans le sens d'une diminution sensible de la durée hebdomadaire du travail ainsi que le montrent les pourcentages suivants :

## FIN DE JOURNÉE

# La Paix, don merveilleux du peuple

Maîtres seulement humains d'heures qui passeront ; dominateurs que le temps et les circonstances et les hommes ont élevés au faite où vous trônez, mais que les hommes et les circonstances et le temps, surtout le temps, autre maître, votre maître renverseront un jour. Faux dieux des religions d'orgueil et de force, je vous dédie cette page au nom des peuples travailleurs, de chez nous, de chez vous, de partout, de cette classe ouvrière universelle qui paie finalement d'avantage les erreurs et les fautes qu'engendre votre orgueilleuse domination.

Par vous, le monde, au moment où les printemps d'Europe mettent des fleurs aux jardins, tandis que renaît la vie endormie des forêts et qu'un grand espoir de bonheur pourrait éclairer l'avenir, par vous, le monde oublie que c'est aujourd'hui le printemps. Il ne regarde point les fleurs ni les arbres, mais se penche avec inquiétude sur les quotidiennes nouvelles avec la secrète terreur d'y lire le commencement de l'horreur.

Vous discutez sans trêve à la face d'un univers ironique afin de montrer que vivre est doux sous votre tutelle. Vous hurlez que votre régime est celui d'un nouveau paradis, comme un camelot crie à la foule que sa marchandise est la meilleure.

Faut-il donc que cela soit si peu vrai qu'il nous soit nécessaire de le redire si souvent et si fort ?

Vous frappez du poing sur la

table, persuadés que le monde a frémi. Et parce que le monde, soit pusillanimité, soit légitime crainte d'un plus vaste malheur se tait et point ne bouge, vous volez des territoires. Vous bousculez les frontières voisines. Vous piétinez les vieilles espérances et riez des croyances ancestrales. Rien de vous n'est digne de respect que le respect de vous-même...

Mais qu'est-ce que tout cela ? Encore une fois, le jour viendra où vous n'existerez plus, ni votre doctrine, ni votre gloire actuelle. On en parlera, pour mémoire, dans les manuels, peut-être comme on parle de César ou de Napoléon.

Votre gloire a des pieds d'argile, puisqu'elle n'est qu'humaine et que seules la supportent des épaules d'hommes.

Mais il est des souvenirs qui demeureront, parce que votre œuvre fausement grandiose aura tout de même créé des ruines et des tombes.

Car vous avez des morts sur la conscience. Car la force que vous représentez et que, peut-être vous êtes, ne peut pas se frayer de chemin sans rien briser de ce qu'elle rencontre, choses ou hommes.

Mais de ces choses, mais de ces hommes, qui pâtir d'abord ? Que demain éclate l'immuable guerre, lorsque, pressant votre déclin vous croirez y échapper en mettant le feu à la terre, que demain, par votre crime, les hommes soient arrachés à leur foyer, à leur travail, à tout ce

qui leur est cher, ce qu'ils ont durement acquis, il n'y a que vingt ans...

...Que vingt ans !

Qu'apparaissent demain les affiches tragiques de la mobilisation, alors, je vous le demande, maîtres sans conscience au service des ténèbres, qui d'abord paiera votre guerre, sinon cette classe ouvrière, plus nombreuse, plus universelle et plus sacrifiée ?

Jean RICHARD.

(Lire la suite en page 2.)

## Activité internationale

La France vient d'être choisie pour la deuxième fois en deux ans comme lieu de réunion par l'Union Internationale des Syndicats Chrétiens de la Métallurgie.

Dans l'important ordre du jour qui régle ces travaux, nous noterons tout particulièrement, après le rapport annuel du secrétaire, un rapport sur la « Liberté Syndicale » par Johann Heil (Suisse), un exposé par notre président fédéral, Charlemagne Broutin, sur « les solutions apportées par la FRANCE à l'inquiétude ouvrière dans les diverses questions sociales » ; enfin, les délégués des organisations nationales affiliées présenteront la « Situation de l'activité syndicale métallurgique » dans leurs pays respectifs.

Dans nos prochains numéros nous ne manquerons pas de donner à nos lecteurs un compte rendu complet des travaux du Comité qui vont avoir lieu à Marseille, les 2, 3 et 4 juillet prochain.

## CALENDRIER SYNDICAL !

### JUILLET

Session Confédérale d'Études et de pratique Syndicales.

Le Militant Syndical Chrétien 1938, ses responsabilités  
BIERVILLE : 14-15-16 Juillet

Session d'Été de l'École Normale Ouvrière.

Le nouveau statut du travail ses conditions, ses conséquences  
LORNOY : 18-23 Juillet

Octobre 1938 ! les 22 et 23  
Congrès Fédéral de la Métallurgie



Le Congrès, debout, écoute l'éloge funèbre de nos camarades Ernest Thiele et Louis Blain.

représentant les travailleurs Nord-Africains, apporte, à son tour, le salut de ses camarades, enfin, Jean Pères, en sa qualité de secrétaire-délégué, dira qu'à défaut de réunion spéciale aux métallurgistes, le Bureau fédéral n'avait pas voulu que le Congrès Confédéral puisse se dérouler sans qu'un contact particulier n'ait été établi entre les métallurgistes. Nous avons été à l'origine des Congrès Fédéraux et des Conseils Nationaux, à la veille des Congrès de la C.F.T.C., le développement de notre mouvement ne nous permet plus d'agir ainsi, aussi, il importe que ce repas fraternel nous incite les uns et les autres à faire la propagande indispensable

posé qui a pris près de deux heures. Nous nous contenterons de résumer les principaux points traités par le rapporteur ; celui-ci retrace tout d'abord l'activité passée du Syndicalisme chrétien, son travail de préparation et de formation utilisant les possibilités du moment, c'est ce qui lui a permis en juin 1936 de faire face à la situation et de recevoir, avec les milliers d'adhésions des nouveaux militants, dont le désir d'action et de renouveau a pu trouver par le Syndicalisme chrétien la base nécessaire pour une action positive. — Que ceux-ci, cependant, n'oublient pas le travail du passé, si s'appliquent à mieux connaître la doctrine dont ils doivent impré-

# LE XIX<sup>e</sup> CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE LA C. F. T. C.

600 Délégués représentant 2.400 Syndicats ont affirmé la force grandissante du Syndicalisme Chrétien

(Suite de la page 1)

L'action à l'égard de la famille est ensuite évoquée et celle-ci se poursuivra sans pause afin de lui obtenir une vie plus compatible avec sa dignité.

Pour répondre aux nécessités nouvelles le rapport indique comment le Bureau confédéral a été amené à envisager la création de centres régionaux auxquels seraient adjoints des délégués confédéraux et, ceci, afin de nous aider à mieux observer la discipline nécessaire pour maintenir au mouvement son indispensable unité.

Et voici, maintenant, l'énoncé des chiffres, expression de nos réalisations, il est inutile de les commenter, ils parlent d'eux-mêmes :

1937 : 2 Syndicats ; 1938 : 2.400 auxquels il faut ajouter les 645 Sections locales d'Alsace-Lorraine. 1938 avec 28 Unions régionales et 89 Unions départementales.

1936 : 35 journaux syndicaux tirant à 40.000 exemplaires.

1938 : 73 journaux syndicaux tirant 300.000 exemplaires.

Nous comptons actuellement :

224 conseillers prud'hommes, 75 délégués aux Commissions du Travail, 400 délégués dans les Commissions officielles, 2.885 délégués du personnel, 1.221 conventions collectives signées, dont plus d'un tiers par nos seules organisations et le reste en cartel avec la C.G.T.

770 Cours professionnels sont assurés par nos syndicats.

Nos journaux sociaux ont groupé en 1937 : 700.000 auditeurs.

Le Syndicalisme chrétien compte des représentants au Conseil Supérieur du Travail, au Conseil National Economique et au Bureau International du Travail.

Enfin, tout récemment, il vient d'obtenir à la Commission Nationale de conciliation et d'arbitrage, la nomination de 20 arbitres.

Les plus éminents de ses représentants se voient régulièrement autorisés à effectuer les causeries à la radio.

Les services d'entraide créés par nos syndicats rendent d'importants services à leurs membres et leur développement se poursuit, c'est ainsi que le restaurant coopératif de la rue Cadet a distribué, en une année, plusieurs centaines de mille de repas et nos caisses d'entraide plusieurs millions d'allocations.

Après ce bilan d'activité, le Président confédéral va conclure le rapport moral par l'émouvant appel suivant :

« Aller sans cesse plus haut et plus loin, accepter les exigences parfois sévères de la discipline, il ne s'agit plus dans le désordre du corps à corps de prendre seul ses responsabilités, c'est l'heure de la discipline générale, acceptée et librement consentie, les responsabilités doivent rester le fait de ceux qui ont été mandatés et auxquels la tâche de direction a été confiée,

« Le syndicalisme peut continuer sa carrière sans rien changer à ses méthodes et à ses principes,

« La raison de notre effort, c'est de libérer la classe ouvrière des servitudes qui pèsent sur elle, et de poursuivre la formation de ses élites,

« Continuons comme syndiqués la besogne qui nous est propre,

« Tous unis dans une même espérance, tous unis dans une même charité à l'égard de nos camarades du travail,

« Tous unis, nous travaillerons à la réalisation de l'ordre nouveau dans la justice et dans la Paix. »

La journée du dimanche

Celle-ci entièrement consacrée à la législation sociale. La séance du matin était présidée par Maurice Dufour et le rapport présenté par Jean Pères, celui-ci situera tout d'abord le mouvement syndical chrétien en face de la législation sociale de l'année 1936, celle-ci consacrait la plupart des vœux émis par nos différents Congrès.

La réalisation, par trop brutale, de ces réformes nécessitait inévitablement une période d'adaptation, c'est ce que font apparaître les mesures prises au cours de l'année 1937 et au début de 1938.

Sur l'application des 40 heures, Jean Pères note l'opposition patronale au projet, opposition qui n'a jamais désarmé et qui, depuis plus de cinq ans, se manifeste par des campagnes entreprises sur l'opinion publique, au moyen de la presse et, sur le plan professionnel, par une obstruction tendant à faire échec à la réforme.

Sur la grève et le projet de sa démocratisation, la C.F.T.C., comme sur l'ensemble du Statut moderne du travail, a présenté ses observations sous forme de contre-projet. Il appartient, en effet, aux organisations syndicales de prendre leurs responsabilités en cas de conflit et de donner à leurs membres des directives indispensables.

La loi sur la conciliation et l'arbitrage du 4 mars 1938 a donné lieu, avant son vote par les Chambres, à de nombreuses modifications auxquelles nous avons participé, enfin, le rapporteur conclut : « Le progrès social, dont la législation actuelle a jeté les bases, nous offre la possibilité d'acrocher la masse ouvrière, tâche immense à laquelle les Syndicalistes chrétiens entendent participer avec le souci constant du devoir qui leur incombe de travailler à l'élaboration de l'ordre nouveau. »

Avant d'entendre le rapport de Gaston Tessier, les congressistes quittent leur salle de travail pour celle du banquet où, quelques instants plus tard, ils vont se restaurer joyeusement.

Le Banquet

La C.F.T.C. avait convié à sa table quelques-uns de ses nombreux amis dont le concours lui est fidèlement assuré en toutes circonstances.

Les conversations vont leur train et, lorsqu'au dessert Jules Zirnhold se lève pour prononcer le toast traditionnel, il faudra quelques instants pour obtenir des 800 convives, après les acclamations qui accueillent le Président, le silence qui permettra à chacun d'entendre tout d'abord l'annonce du prix Brelaz attribué à Chauvet, d'Alger, et du prix Maria Bardot à M<sup>lle</sup> Aubertin, de Strasbourg.

Le Président confédéral, en termes délicats, remercie ensuite les invités qui, à des titres divers, nous ont apporté leur collaboration.

Charlemagne Broutin entonne ensuite le vivat flamand, les convives debout l'accompagnent et sur cette note joyeuse se terminera le banquet du 19<sup>ème</sup> Congrès.

La séance de l'après-midi

C'est Chauvet, d'Alger, qui présidera cette importante séance au cours de laquelle notre Secrétaire général, après avoir étudié l'actuel code du travail, proposera l'adoption de deux livres nouveaux.

Ceux-ci devraient se rapporter aux contrats collectifs, d'apprentissage et du salaire avec l'établissement du minimum vital adapté au coût de la vie, aux avantages à accorder à la famille, aux dispositions nécessitées par la présence de la mère au foyer, à la réglementation nouvelle du travail des femmes et des enfants, à l'organisation des congés payés et du repos hebdomadaire et contenir des dispositions se rapportant à l'inspection du travail.

Sur la retraite des vieux travailleurs, Gaston Tessier propose d'effectuer à leur bénéfice un certain nombre d'heures supplémentaires à condition que la somme de ces salaires soit affectée à l'objet ci-dessus défini et rigoureusement distribuée aux intéressés.

Sur l'hygiène et la sécurité, le rapporteur demande l'adaptation des nombreux textes au temps présent, quant aux accidents du travail, il faut, à l'aide d'une législation, faire de l'assurance actuelle un service d'intérêt public ; développer les institutions de prévoyance et de solidarité ; à l'égard de l'invalidité, de la maladie et du décès.

Le problème qui prime pour les travailleurs c'est d'avoir du travail, afin de s'assurer une existence normale.

L'institution de l'assurance-chômage doit être réalisée pour couvrir ce risque ; à cet effet, on peut prévoir la création de caisses professionnelles avec un système de compensation par industrie.

Perfectionner la rendant plus efficace et plus rapide la juridiction prud'homale et, enfin, mettre en œuvre, en la faisant passer dans les faits et dans les mœurs, l'idée de collaboration.

Il n'y a, dit Gaston Tessier, « de richesse que la vie », et la législation ouvrière a été inspirée par des hommes qui ont été nos maîtres ; nous devons travailler à établir un code du travail où, sous la sécheresse des textes, on aperçoive l'inspiration chrétienne qui a contribué à son élaboration.

En ces termes que le rapporteur conclut :

Les applaudissements retentissent encore lorsque le Président de séance se lève pour remercier le Secrétaire général et faire connaître les noms des camarades qui désirent faire part de leurs observations.

Tout d'abord c'est Havard qui intervient pour attirer l'attention du Congrès sur le sort des travailleurs étrangers, de Gilbin sur la situation précaire des ouvriers agricoles et l'institution d'un régime unique pour tous les travailleurs.

Hostein demande l'extension des assurances sociales à tous les salariés et la suppression du plafond.

Duchemin demande la création de centres de rééducation et le développement de ceux déjà existants.

Garnier présente des observations sur l'orientation professionnelle et la psychotechnie, cette dernière ayant en effet de fortes tendances à méconnaître la personnalité des individus pour voir en eux de simples automatismes ; il demande, en outre, l'augmentation des allocations familiales parallèlement à celle des salaires et la reversibilité sur la femme de la retraite du conjoint.

Denize demande le renforcement du corps des Inspecteurs du Travail et de leur autorité.

Langsters demande la normalisation des rapports des délégués du personnel avec leurs patrons.

Mungers attire l'attention du Congrès sur la situation des travailleurs à domicile.

Chauvienne demande l'application des lois sociales à l'Algérie et au Maroc et signale la situation des travailleurs marocains et indigènes qui doivent actuellement se contenter d'un salaire de 5 fr. 60 par jour.

Vanderhes demande des précisions sur l'application de l'échelle mobile des salaires.

Williams fait part de ses préoccupations sur la situation particulièrement angoissante des travailleurs victimes du chômage partiel et lance un appel pour le développement des organisations syndicales, afin d'obtenir par l'intermédiaire de leur action, l'application et le respect des lois sociales.

Dans sa réponse Gaston Tessier indiquera tout d'abord la création de deux nouvelles Unions syndicales, l'une en Nouvelle-Calédonie et l'autre à Madagascar.

Il précise les préoccupations de la C.F.T.C. à l'égard des diverses questions posées. Le code du travail doit, dit-il, être précis dans ses dispositions et étendu dans son application.

La séance du lundi

La troisième et dernière journée a été marquée par les travaux des diverses sous-commissions qui ont siégé au cours de la matinée.

La réunion de l'après-midi, par Maurice Guérin, délégué confédéral du Centre, a été consacrée à la discussion des résolutions et vœux qui furent, après quelques interventions, adoptés à l'unanimité par les délégués.

Maurice GUERIN en prononçant le discours de clôture a marqué la place du SYNDICALISME CHRETIEN qui, dit-il, doit rendre la réalité économique et sociale plus belle et plus humaine, la réforme de notre régime du salariat et de la production doit faire de la collaboration une réalité vivante, la famille ne doit plus être sacrifiée à l'économie et la profession tirée de l'anarchie où le libéralisme l'a plongée pour réaliser une plus juste répartition des richesses.

Dans une magnifique envolée oratoire, Maurice GUERIN invite les militants à retourner vers leurs camarades de l'atelier, du chantier, du bureau ou des champs avec un courage accru, pour travailler à construire une cité plus fraternelle ; CAR LES FILS DU DIEU VIVANT NE PEUVENT S'ABAISSER A SERVIR LES DIEUX MORTS.

Les Congressistes applaudissent longuement cette magnifique péroraison et l'éminent orateur devra attendre quelques instants pour déclarer clos le 19<sup>ème</sup> Congrès Confédéral de la C. F. T. C.

POUR LA FAMILLE

La MÈRE au FOYER

La réalisation en faveur de cette réforme pour laquelle nous nous dépensons se poursuit, ainsi qu'en témoigne l'application suivante :

La Caisse interprofessionnelle de Nancy a mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mars 1938, en dehors du barème général appliqué depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1937 et qui se trouve mentionné à la page 168 du Bulletin d'octobre 1937, les barèmes particuliers suivants :

a) Collaborateurs, agents de maîtrise et ingénieurs des chambres syndicales ci-après : constructeurs et fondeurs, textiles, industries de l'alimentation, minoterie, maîtres-imprimeurs :

Foyers à 2 salaires Foyers à 1 salaire

1 enfant .... 50 100  
2 — .... 100 200  
3 — .... 150 300  
4 — .... 200 400  
5 — .... 250 500

plus par enfant au-delà du 5<sup>ème</sup> .... 80 150

b) Ouvriers de l'alimentation (même barème que ci-dessus) ;

c) Ouvriers de la Chambre syndicale des constructeurs (barème mis en application le 1<sup>er</sup> janvier 1938) :

Foyers à 2 salaires Foyers à 1 salaire

1 enfant .... 25 100  
2 — .... 50 200  
3 — .... 100 300  
4 — .... 150 450  
5 — .... 200 600

plus par enfant au-delà du 5<sup>ème</sup> .... 80 150

développement de ceux déjà existants.

Garnier présente des observations sur l'orientation professionnelle et la psychotechnie, cette dernière ayant en effet de fortes tendances à méconnaître la personnalité des individus pour voir en eux de simples automatismes ; il demande, en outre, l'augmentation des allocations familiales parallèlement à celle des salaires et la reversibilité sur la femme de la retraite du conjoint.

Denize demande le renforcement du corps des Inspecteurs du Travail et de leur autorité.

Langsters demande la normalisation des rapports des délégués du personnel avec leurs patrons.

Mungers attire l'attention du Congrès sur la situation des travailleurs à domicile.

Chauvienne demande l'application des lois sociales à l'Algérie et au Maroc et signale la situation des travailleurs marocains et indigènes qui doivent actuellement se contenter d'un salaire de 5 fr. 60 par jour.

Vanderhes demande des précisions sur l'application de l'échelle mobile des salaires.

Williams fait part de ses préoccupations sur la situation particulièrement angoissante des travailleurs victimes du chômage partiel et lance un appel pour le développement des organisations syndicales, afin d'obtenir par l'intermédiaire de leur action, l'application et le respect des lois sociales.

Dans sa réponse Gaston Tessier indiquera tout d'abord la création de deux nouvelles Unions syndicales, l'une en Nouvelle-Calédonie et l'autre à Madagascar.

Il précise les préoccupations de la C.F.T.C. à l'égard des diverses questions posées. Le code du travail doit, dit-il, être précis dans ses dispositions et étendu dans son application.

La séance du lundi

La troisième et dernière journée a été marquée par les travaux des diverses sous-commissions qui ont siégé au cours de la matinée.

La réunion de l'après-midi, par Maurice Guérin, délégué confédéral du Centre, a été consacrée à la discussion des résolutions et vœux qui furent, après quelques interventions, adoptés à l'unanimité par les délégués.

Maurice GUERIN en prononçant le discours de clôture a marqué la place du SYNDICALISME CHRETIEN qui, dit-il, doit rendre la réalité économique et sociale plus belle et plus humaine, la réforme de notre régime du salariat et de la production doit faire de la collaboration une réalité vivante, la famille ne doit plus être sacrifiée à l'économie et la profession tirée de l'anarchie où le libéralisme l'a plongée pour réaliser une plus juste répartition des richesses.

Dans une magnifique envolée oratoire, Maurice GUERIN invite les militants à retourner vers leurs camarades de l'atelier, du chantier, du bureau ou des champs avec un courage accru, pour travailler à construire une cité plus fraternelle ; CAR LES FILS DU DIEU VIVANT NE PEUVENT S'ABAISSER A SERVIR LES DIEUX MORTS.

Les Congressistes applaudissent longuement cette magnifique péroraison et l'éminent orateur devra attendre quelques instants pour déclarer clos le 19<sup>ème</sup> Congrès Confédéral de la C. F. T. C.

POUR LA FAMILLE

La MÈRE au FOYER

La réalisation en faveur de cette réforme pour laquelle nous nous dépensons se poursuit, ainsi qu'en témoigne l'application suivante :

La Caisse interprofessionnelle de Nancy a mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mars 1938, en dehors du barème général appliqué depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1937 et qui se trouve mentionné à la page 168 du Bulletin d'octobre 1937, les barèmes particuliers suivants :

a) Collaborateurs, agents de maîtrise et ingénieurs des chambres syndicales ci-après : constructeurs et fondeurs, textiles, industries de l'alimentation, minoterie, maîtres-imprimeurs :

Foyers à 2 salaires Foyers à 1 salaire

1 enfant .... 50 100  
2 — .... 100 200  
3 — .... 150 300  
4 — .... 200 400  
5 — .... 250 500

plus par enfant au-delà du 5<sup>ème</sup> .... 80 150

b) Ouvriers de l'alimentation (même barème que ci-dessus) ;

c) Ouvriers de la Chambre syndicale des constructeurs (barème mis en application le 1<sup>er</sup> janvier 1938) :

Foyers à 2 salaires Foyers à 1 salaire

1 enfant .... 25 100  
2 — .... 50 200  
3 — .... 100 300  
4 — .... 150 450  
5 — .... 200 600

plus par enfant au-delà du 5<sup>ème</sup> .... 80 150

Pour ceux qui ont usé leurs forces au service de la collectivité

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Le bonheur de tous et de chacun ne peut être que le fruit du travail, du sacrifice et de l'épargne.

Techniquement, la capitalisation est la formule qui permet la constitution des retraites les plus élevées. Elle consiste dans le placement d'une épargne dont les intérêts s'ajoutent chaque année au capital. On peut admettre en moyenne que la pension, à 60 ans, d'un assuré ayant cotisé depuis l'âge de 20 ans, est constituée pour un tiers par les cotisations et pour deux tiers par les intérêts.

Les placements

La grande inquiétude qui naît de la capitalisation, c'est en période de stabilité monétaire, l'accumulation des capitaux et, dans une période de difficultés financières, leur disparition.

En fait, la fortune du pays peut facilement être évaluée à 6 ou 7 centaines de milliards. Si les caisses d'assurances sociales viennent à posséder plusieurs dizaines de milliards, nous n'apercevons pas où peut se trouver la catastrophe. Ils seront 80 organismes à se partager cette fortune.

Reste le danger de la disparition des capitaux.

On doit observer que les caisses d'assurances sociales pourraient, dans la mesure où c'est possible à chacun, parer à certains dangers, si le législateur ne leur interdisait pas d'employer plus de 15 p. cent de leur actif placé en acquisitions d'immeubles ; si le législateur ne les obligeait pas à acquérir des immeubles que dans les villes de plus de 100.000 habitants ; s'il n'imposait pas à ces placements un certain minimum de rendement, etc...

Il est d'ailleurs possible d'imaginer d'autres investissements que des titres de rente ou des obligations qui garantissent l'épargne collective.

Pour un aménagement des assurances sociales.

La solution du problème doit être cherchée dans un certain aménagement de la loi des assurances sociales.

1<sup>o</sup> Quelque chose doit être fait en faveur de ceux qui n'ont pas bénéficié à temps de l'organisation d'un régime de prévoyance, et il est sage d'utiliser pour le service de cette retraite les cadres existants.

L'Etat devra fournir aux caisses d'assurances sociales la contribution nécessaire au service de la retraite. Cette retraite non produite par des versements personnels sera égale pour tous.

2<sup>o</sup> Pour les moins de 60 ans, il y a lieu de maintenir jalousement le principe de l'épargne et de la propriété de l'épargne. Ce qu'ils versent sur leur bien et doit être scrupuleusement réservé.

On peut examiner s'il est expédient d'élargir les cadres de l'assurance pour y recevoir, non plus seulement les salariés, mais les travailleurs indépendants... étant évidemment entendu que chacun n'aura droit qu'à la retraite produite par ses versements, ce qui exclut immédiatement de nombreuses difficultés.

Il semblerait bon que pour les assurés de la période transitoire, ceux qui avaient entre 30 et 60 ans le 1<sup>er</sup> juillet 1930, le complément de leur pension, également amélioré par la contribution de l'Etat, soit calculé sur de nouvelles bases.

Cet aménagement devrait être mis à profit pour garantir à la conjointe de l'assuré le droit à la retraite.

Telle est la solution raisonnable, humaine, honnête, exempte d'illusions, qu'il paraît nécessaire d'apporter au problème de la retraite des vieux travailleurs.

2<sup>o</sup> Que les Caisses de compensation poursuivent leur effort dans le sens de la revalorisation des allocations familiales, en vue de réduire les écarts d'une région à l'autre tout en tenant compte des différences dans le coût de la vie ;

3<sup>o</sup> Que l'article 10 de la loi du 4 mars 1938 sur l'arbitrage soit appliqué en ce qui concerne les allocations familiales, de telle sorte que celles-ci ne soient pas différentes pour des familles résidant dans le même centre et ayant ainsi à faire face à des dépenses identiques pour l'entretien de leurs enfants ;

4<sup>o</sup> Que, soit par voie d'équivalence, soit de toute autre manière, l'administration n'empêche pas le développement des initiatives prises en vue de favoriser les ménages où n'entre qu'un seul salaire.

METTRE LE PROGRES SOCIAL AU SERVICE DE LA FAMILLE, C'EST ASSURER A CELLE-CI UN STANDARD DE VIE SUFFISAMMENT ELEVE.

— PAR LA SECURITE DE L'EMPLOI DU PERE,

— UN SURSALAIRE FAMILIAL POUR PERMETTRE A L'EPOUSE DE RESTER AU FOYER,

— D'AVOIR UN LOGIS SAIN PROPORTIONNE AU NOMBRE D'ENFANTS.

## FIN DE JOURNÉE

Suite de la 1<sup>re</sup> page.

Voilà que l'ouvrier vient enfin d'obtenir de votre mieux. Voilà qu'il peut espérer un avenir plus clair, sous la condition qu'il ait assez de paix devant lui. On lui reconnaît enfin des droits que lui avaient reconnus, avant tous les autres, des chefs spirituels dont vous reniez vous-mêmes aujourd'hui l'autorité.

Chez nous du moins, tandis que de vos frontières, les vôtres regardent avec envie l'ère sociale qui commence sur la France, l'ouvrier et sa famille peuvent connaître que le soleil, et la campagne, et la joie, et la vie, la vraie vie, juste et belle avec ses apaisements après ses labeurs, tout cela leur appartient aussi.

Qu'eux aussi y ont droit puisqu'ils le paient de leur travail.

Le temps commence pour l'ouvrier, où son rêve de calme au soir des journées harassantes va se réaliser. A lui la campagne longuement goûtée, près des siens, à lui, aux siens, la mer, à lui la montagne, à eux leur pays, tout leur pays qu'ils peuvent maintenant, réellement, regarder, toucher, entendre et comprendre.

Que demandent-ils de plus et qu'ont-ils jamais demandé de plus, les travailleurs de chez nous, que cette joie simple née d'un salaire plus honnête et d'une conception plus familiale de la vie ? Ce qu'ils continuent de réclamer, mais c'est cela, et rien d'autre. Rien d'autre, vous dis-je !

Or cette joie là n'est point totale si elle ne s'accompagne point de confiance en la paix prochaine. Le malheur du temps, Messieurs les dictateurs, est précisément qu'on n'ose pas vivre autrement qu'au jour le jour. Car, il faut bien le dire, on craint tout de vous. Vous êtes les politiciens du « pire ».

Votre légende veut pour survivre des actes qui la meublent. Et il faut bien convenir que la paix, don merveilleux des peuples et du peuple, ne porte pas en elle ces prodiges de violence, sans lesquels vous n'existez point.

Maitres humains, qui détenez le pouvoir de déclarer cette paix au monde, le monde attend de vous un geste qui effacera la hantise des lendemains aléatoires.

Le peuple plus nombreux, le peuple, sacrifié de toujours, le peuple « simple soldat », mais qui n'est pas fait pour être soldat, fantassin qui fait nombre et qui vaut des victoires, soldat splendide et plus splendide travailleur, le peuple ne veut pas de votre guerre. Qu'on le laisse à son usine, à son chantier, à son sillon, c'est son décor normal avec sa maison familiale.

Que ne recommandent plus les désespérances des départs aux gares qui mènent aux frontières, n'êtes pas pleines d'angoisse à l'heure où passe le facteur, ni les silences qui seront peut-être définitifs, ni les deuils, somme affreuse de tant de misères conjuguées qui grandissent un pays mais qui valent tant de foyers finis, qui venaient de commencer et tant de croix pareilles et tant de noms dans chaque ville et dans chaque village, sur les monuments du souvenir.

Que nos pères qui firent « l'autre » n'aient point la tristesse de voir s'en aller leurs fils quand ils croyaient s'être battus pour que le monde ne revienne pas cela et que leurs enfants ne connaissent pas le drame qu'ils avaient vécu.

Mais la paix ! Que la paix soit notre bien définitif, à nous ceux du peuple, fils, vrais fils du

vrai peuple. Nous sommes ces hommes de bonne volonté à qui la paix fut promise.

En vérité, aurions-nous démenté ?

Peut-être, hélas ! que nous n'avons pas tout à fait mérité cette paix humaine qui nous fut.

La guerre finie, nous nous sommes installés dans la période nouvelle à laquelle nous n'étions plus habitués. Ce fut l'euphorie après la disette, le jour éclatant, lumineux, superbe après la nuit sans autres étoiles que les fusées d'attaque. Nous avions tout de même l'excuse de la résurrection, du recommencement.

Seulement, nous ne savions plus comment recommencer.

Alors, nous avons improvisé. Nous avons créé du provisoire et ce provisoire dure. Nous avons traité partiellement le problème et proposé des solutions différentes. Et puis, comme nous n'étions point d'accord, comme d'aucuns entendaient, contre les autres, imposer des doctrines qu'ils condamnaient ailleurs, nous avons repris nos vieilles querelles au point où nous les avions laissées, AVANT.

Nous avons trop vite oublié la belle et tragique fraternité de la guerre, qui unissait tout le peuple dans le même sacrifice. Surtout nous avons cessé de méditer devant les tombeaux des morts, ces tombeaux qui ont vingt et vingt-cinq ans. Nous avons oublié la leçon qu'ils furent et qu'ils demeurent.

Nous avons omis de consolider notre paix, accaparés que nous étions par nos querelles et nos vieilles oppositions.

Alors, maintenant, vous d'écoutez qui rêvez de quelque « Mein Kampf » contre nature, vous regardez chez nous cette continuation de l'ébullition des esprits, cette haine latente qui nous divise par milliers sous des bannières différentes. Vous nous voyez si désemparés, tellement ignorants ou insoucieux de l'immédiat danger, que vous pensez peut-être qu'il est l'heure pour vous de tenter l'aventure dont vous rêvez.

# La Vie Fédérale et Syndicale

## AVEYRON

### VIVIEZ-PENCHOT

#### Activité syndicale

A l'occasion du renouvellement des conventions collectives, notre syndicat, consulté par la direction des Usines Viviez-Penchot, a déposé son cahier de revendications.

Il a insisté auprès des employeurs pour que ceux-ci à leur tour insistent d'une façon particulière auprès des caisses auxquelles ils sont affiliés pour que ces organismes prévoient, dans le plus bref délai une indemnité mensuelle en faveur de la mère de famille restant au foyer et n'exerçant aucune profession rémunérée.

Pour les périodes militaires obligatoires, il a demandé qu'elles ne soient pas imputées sur les vacances, mais payées sur la base d'une journée ouvrable.

Il a signalé que les indemnités pour la mère au foyer sont déjà en vigueur dans les industries textiles du Nord.

La haute portée morale et sociale d'une telle disposition n'échappant à personne, notre syndicat fera le possible afin de la voir mettre en application. E. MARCOU.

## EURE-&LOIR

### CHATEAUDUN

Lors de leur dernière réunion, nos camarades après avoir réglé les questions administratives, abordèrent les sujets professionnels, notamment le renouvellement de la convention collective, l'organisation des élections des Délégués.

Les camarades Lhuillier, Drouillon, Lebrun, Bosseaux, ont été élus membres de la Commission chargée de celles-ci.

Un projet de voyage a été examiné pour des jeunes et, enfin, le président terminait la séance par un vibrant appel en faveur de la propagande en vue d'augmenter les effectifs syndicaux.

## GIRONDE

### BORDEAUX

SYNDICAT DE LA METALLURGIE  
130, rue du Palais-Gallien

#### SECTION AVIATION

Nous recevons ce jour la réponse de nos camarades grévistes du Syndicat ouvrier de la Métallurgie et Parties similaires de la Région parisienne, nous remerciant de notre geste de solidarité, lors des récentes grèves dont ils sont infiniment touchés et que la Caisse de résistance utilisera au mieux pour venir en aide à ceux de nos camarades qui furent le plus durement éprouvés.

Cette lettre sera communiquée à nos camarades des Usines d'Aviation.

Le Conseil syndical se fait l'interprète des remerciements pour ce geste qui fait honneur à l'esprit qui nous anime, montrant combien la fraternité n'est pas un vain mot dans nos organisations, la solidarité à laquelle nous nous sommes attachés, nous permettra de surmonter les difficultés que parfois, tous nos rencontres, nous permettant ainsi de poursuivre notre action pour le plus grand bien des travailleurs.

#### SECTION METALLURGIE

Nous poursuivons activement la discussion de la Convention collective avec le Syndicat patronal de la Métallurgie.

Devant l'augmentation considérable du coût de la vie, il est temps de donner aux métallos un salaire plus en rapport avec celui-ci et d'apporter les améliorations tant réclamées par la C.F.T.C. et si nécessaires à la situation souvent bien critique de nos camarades chargés de famille.

Nous réclamons encore une fois, avec la plus grande énergie, pour nos familles ouvrières, des allocations familiales substantielles, ainsi qu'une prime pour la mère restant au foyer.

#### SECTION DE L'AUTOMOBILE

Nos camarades de l'Automobile poursuivent également avec le Syndicat patronal, la discussion de la Convention collective, comme dans la Métallurgie, notre position est la même.

Améliorations diverses de l'ancienne convention, des salaires mieux proportionnés au coût de la vie et enfin l'aide aux familles ouvrières par des allocations familiales substantielles et une prime pour la mère au foyer.

#### COMMISSION DES JEUNES

##### DE LA METALLURGIE

Programme pour la prochaine réunion :

Juste salaire (suite), le salaire doit-il être proportionné aux charges de famille, comment défendre les allocations familiales, par Delhomme.

Bureau International du Travail (2<sup>e</sup> étude) : Les Principes, par Fourcade.

## LOIRET

### ORLÉANS

Les ouvriers de l'usine Panhard d'Orléans, adhérents à la C.F.T.C. ont constitué le 20 avril, une section d'usine qui a déjà eu l'occasion de montrer son efficacité.

Le 21 mai ils avaient le plaisir de recevoir la visite des membres du bureau de la section Panhard de Paris. Une réunion eut lieu l'après-midi à la maison syndicale, et nombreux furent les ouvriers et techniciens de l'usine qui y assistèrent.

Le camarade Lohjeois, Secrétaire de la section de Paris, dans un magnifique exposé, nous montra la naissance de la section du Syndicat chrétien chez Panhard à Paris et tous les obstacles qu'ils eurent à surmonter pour faire admettre la C.F.T.C. dans l'usine.

Une discussion s'engagea ensuite, sur les moyens de propagande et d'action au sein de l'usine. Là encore nos camarades de Paris nous prodiguèrent leurs conseils, fruits de leur expérience personnelle.

Ensuite ce fut au tour du camarade Rolland, président de la section de Paris à prendre la parole. Dans une vibrante allocution il nous encouragea à persévérer dans la tâche que nous venons d'entreprendre, et à ne pas nous laisser intimider par les menaces qui pourraient nous être faites, à nous montrer ce que nous sommes, c'est-à-dire des hommes fiers de leur idéal.

Il termina en souhaitant à la jeune section de l'usine Panhard d'Orléans une prospérité toujours grandissante. Par les applaudissements qui saluèrent ces deux exposés, les ouvriers d'Orléans montrèrent qu'ils avaient compris la noble tâche qui est la leur, en faisant prospérer la C.F.T.C. dans l'usine d'Orléans.

On se sépara, content d'avoir fait un nouveau pas pour le développement du syndicalisme chrétien, content aussi des conseils qui nous furent prodigués et chacun se promit de se mettre à l'œuvre pour recruter des adhérents à notre belle C.F.T.C. L. R.

## LOIRE-INFÉRIEURE

### SAINT-NAZAIRE

#### L'arbitrage Blanco

Alors que patrons et ouvriers avaient à nouveau sollicité l'arbitrage de M. Blanco, nous nous sommes empressés d'insister une fois de plus en faveur des allocations familiales et, à cet effet, nous avons adressé à l'arbitre la lettre suivante :

Saint-Nazaire, le 27 avril 1938.

Monsieur le Député-Maire,

Le 29 novembre 1937, tandis que patrons et ouvriers avaient sollicité votre surarbitrage pour une révision de la prime de la vie chère, nous vous adressâmes le texte d'un vœu formulé par l'Assemblée générale de notre organisation et nous vous demandâmes de considérer tout particulièrement la situation éraiment critique des familles ouvrières en face de l'augmentation continue et si importante du coût de la vie. En conséquence, nous insistâmes pour une révision correspondante du taux des allocations familiales, ainsi que pour l'application dans notre localité de cette innovation dont la valeur sociale est incontestable et dont les résultats pratiques sont désormais reconnus et consacrés officiellement par plusieurs arrêtés : nous voulons dire la prime à la mère qui reste au foyer.

Votre sentence laissa en suspens ces questions qui devaient être résolues ultérieurement sur le plan national.

Or, les maigres réformes apportées par la suite au régime des allocations familiales dans notre département ne sauraient satisfaire les chefs de famille qui mesurent avec quelque anxiété la disproportion subsistant entre la valeur des primes familiales et l'étendue de leurs propres besoins.

C'est pourquoi, Monsieur le Député-Maire, puisque, une fois de plus, patrons et ouvriers vous ont fait confiance pour régler dans le cadre du bien général les exigences de leurs intérêts particuliers, nous nous permettons de vous soulever à nouveau les droits de la famille trop généralement méconnue. Nous reportant au texte de la loi du 4 mars 1938 qui ne sépare point le rajustement des allocations familiales de celui des salaires proprement dits ; considérant également l'exemple de nombreux arbitrages antérieurs dont l'un des vôtres, nous voulons croire que votre sentence aura un sens vraiment familial et réparera au moins en partie la criante injustice dont sont victimes depuis trop longtemps les chefs de famille.

Dans cet espoir, veuillez agréer, Monsieur le Député-Maire, l'assurance de notre parfaite considération. Le Président : CHAUVÉ.

La sentence arbitrale nous a-t-elle apporté une réponse satisfaisante ? Oui et non.

Oui, puisque les allocations familiales ont été augmentées de 10 p. cent tandis que le pourcentage appliqué sur le reste du salaire n'a été que de 5 p. cent environ. Nous enregistrons avec satisfaction cet effort en faveur de la famille.

Non, car ces pourcentages sont encore loin de correspondre à l'augmentation réelle du coût de la vie. Nous pouvons même affirmer que la sentence de M. Blanco a déçu les ouvriers qui après les résultats obtenus par leurs camarades de l'aviation, attendaient autre chose. Pourquoi cette diversité de traitement dans une même localité ? Le coût de la vie n'est-il pas le même pour tous ? Il est vrai que le Secrétaire de la bourse du travail chargé de

faire accepter cette sentence aux ouvriers déclamaient sans rire :

« Camarades, il ne faut point jalouser les ouvriers de l'aviation qui ont obtenu 0 fr. 65 d'augmentation horaire, mais qui, en revanche, se sont vus contraints de subir la semaine de 45 heures. La semaine de 40 heures, conquête du syndicalisme doit être conservée même au prix de sacrifices sur les salaires. » (sic).

Conservé la semaine de 40 heures est évidemment une satisfaction morale, mais les satisfactions morales ne se mangent pas en salade et ne sauraient en aucun cas, justifier « des sacrifices sur les salaires ».

En définitive, l'arbitrage Blanco majora d'une indemnité de vie chère de 0 fr. 40 le salaire horaire des ouvriers des constructions navales, tandis que les taux mensuels d'allocations familiales sont désormais de 50 francs pour le 1<sup>er</sup> enfant ; 60 fr. pour le 2<sup>e</sup> ; 85 fr. pour le 3<sup>e</sup> ; 110 fr. pour le 4<sup>e</sup> ; 132 fr. pour le 5<sup>e</sup> et chacun des suivants.

J. TERRIEN.

## NORD

### DENAIN

#### GREVE ET CONCILIATION : POURQUOI PAS CONCILIATION D'ABORD ?

Il n'est pas trop tard pour parler de la grève qui s'est déclenchée aux Forges de Denain-Anzin, service de l'Acierie Jordan, le 14 mai, car celle-ci est typique par les enseignements qui en découlent.

Par suite de manque de travail, la Direction posait à 12 heures une affiche avisant le personnel que 140 ouvriers étaient licenciés. Inutile de dire l'émotion ressentie par l'ensemble des travailleurs et une grève s'ensuivit pour tout ce service. Par l'intermédiaire de leur délégué, les ouvriers firent connaître à la Direction leur demande : établissement d'un chômage par roulement. La réponse fut celle-ci : la Direction examinerait les possibilités de l'établissement d'un roulement jusqu'au mardi prochain, durant ce temps, le renvoi des ouvriers était suspendu. Le délégué demanda à l'ensemble des ouvriers réunis, s'ils voulaient accepter ces propositions et reprendre le travail. Au moment de passer au vote, il a suffi de l'intervention d'un seul, déclarant qu'il fallait refuser de reprendre le tra-

### NOTRE CARNET

Robert, Monique et Jean BIVER-BOUQUIGNAUD nous font part de la naissance de leur frère GUY. L'Ouvrier Métallurgiste est heureux de cette bonne nouvelle, à cet effet, il tient à féliciter Madame BIVER à laquelle il adresse ses vœux les meilleurs pour sa santé et celle du nouveau-né, d'autre part, il associe à ses félicitations l'heureux papa, notre camarade Jules BIVER, secrétaire permanent des T. M. Ardennais, le si courageux et si sympathique sanglier et, ce qui ne gâche rien, père de famille modèle.

Notre camarade BIEAUZON nous fait part de la naissance de sa troisième fille MICHELE. Nous lui adressons, ainsi qu'à Mme BIEAUZON, nos plus chaleureux compliments et, avec nos vœux pour la santé de la maman et de la petite Michèle, nous prions notre camarade militant et fondateur du Syndicat de la Métallurgie de la Région Parisienne d'accepter ici nos plus vives félicitations.

Nous apprenons la naissance de Bernadette, sixième enfant de notre camarade Constant CHAUVÉ, l'actif et dévoué président, à la fois de l'Union locale et du Syndicat de la Métallurgie de Saint-Nazaire.

« L'Ouvrier Métallurgiste » manquera à tous ses devoirs s'il ne lui adressait pas ses félicitations les plus vives. Constant CHAUVÉ ne se contente pas, en effet, d'être un militant et un syndicaliste, il est aussi un père de famille modèle et, par surcroît, un père de famille nombreux ; défendeur de la famille ouvrière qu'il incarne, qu'il veuille bien trouver ici nos compliments et nos vœux pour lui-même et pour les siens et, en particulier pour l'admirable épouse qui accepte avec tant de courage des charges familiales rendues encore plus lourdes par les absences de son mari contraint de partager ses loisirs entre son foyer et des responsabilités de dirigeant syndical.

#### Le coût de la vie dans le département de la Seine

Nous donnons ci-dessous l'indice du mois de mai 1938 pour le département de la Seine, base 100 en 1930, qui vient d'être établi par la Commission tripartite du coût de la vie.

	Mai 1938	Février 1938
Alimentation ....	76.169	70.935
Chauff.-éclairage ..	6.202	6.265
Habilleinent .....	16.791	17.123
Logement .....	11.686	11.686
Dépenses diverses ..	12.792	12.369
Indice général ...	123.640	118.375

L'indice général accuse une augmentation de 5,262 points ou de 4,45 %. L'indice de l'alimentation est en hausse de 5,234 points ou de 7,37 %.

vail avant d'avoir obtenu l'acceptation de la Direction, pour que la grosse majorité des ouvriers s'abstienne de voter la reprise du travail.

Devant ce résultat, le délégué prévint le chef de service que la grève continuait. Le lundi suivant, le travail reprenait pourtant normalement et après quelques jours de discussion, le chômage fut établi par roulement. Il avait suffi que le samedi soir, le Secrétaire de la C.G.T. aille déclarer à la Direction, sans s'occuper d'ailleurs du vote émis l'après-midi par les ouvriers, que le travail reprendrait. Auparavant, une délégation de Syndiqués Libres s'était présentée au chef de service pour lui exposer : leur préférence pour le chômage par roulement, plutôt qu'un licenciement massif ; leur désaccord avec le déclenchement d'une grève sans pourparlers au préalable ; leurs regrets que la Direction n'ait pas engagé ces pourparlers avant l'affichage du licenciement et leur demande pour la continuation des pourparlers malgré la grève.

Nous pouvons nous demander, après un conflit de ce genre, pourquoi la Direction affiche-t-elle le licenciement d'un si grand nombre d'ouvriers avant d'engager des pourparlers avec les représentants du personnel puisqu'elle les accepte lorsque celui-ci est en grève.

Le tort des ouvriers fut d'arrêter le travail sans préavis, sans respect des engagements établis par la convention collective et sans même prévenir leurs organisations syndicales. Disons à leur décharge que l'on semble vraiment agir pour leur faire croire de plus en plus que la grève est pour eux le seul moyen d'action. Lors du vote, presque tous étaient partisans de la reprise du

travail, mais à mains levées, personne ne voulut se prononcer.

Ceci démontre, sans qu'il soit besoin de s'étendre plus longuement, que les Syndicats Libres possèdent la véritable méthode pour faire aboutir les revendications ouvrières sans conflit onéreux pour tous. Le rôle de nos militants est de faire connaître cette méthode et de la faire comprendre par leurs camarades de travail. R. BRULANT.

## SAONE-&-LOIRE

### CHALON-SUR-SAONE

#### SYNDICAT LIBRE

##### DE LA METALLURGIE (C. F. T. C.)

En face d'une campagne qui déferle dans le pays pour dénoncer la loi de 40 heures, comme funeste au relèvement national, le syndicat libre de la métallurgie de la région chalonnaise (C.F.T.C.) réuni en assemblée générale croit utile de rappeler que :

1<sup>o</sup> Depuis la promulgation de la loi de 48 heures, les moyens de production et de répartition de la marchandise se sont considérablement accrus ;

2<sup>o</sup> Le développement du machinisme doit servir à l'homme et non à l'argent, il importe donc que ce soit les loisirs des travailleurs qui augmentent et non la puissance des trusts ;

3<sup>o</sup> Le désordre économique actuel est le fruit des tenants du libéralisme économique, c'est à ses défenseurs, et non aux travailleurs

## LE MOUVEMENT DES PRIX EN MAI

L'indice des prix de détail, dit des treize articles, données de première nécessité (pain, viande, lait, beurre, œufs, lait, fromages, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler) est en hausse de 3 points sur le précédent, soit 702 en avril pour 705 en mai.

La moyenne de 1937 s'établit pour Paris à 601 contre 470 en 1936, 423 en 35, 481 en 34, 491 en 33 et 536 en 32.

Pour les principales villes de France : 564 pour 1937, 434 pour 36, 395 pour 35, 455 pour 34, 475 pour 33, et 532 pour 32.

L'indice pour 300 villes, du 1<sup>er</sup> trimestre 38 est de 647, en hausse de 27 points sur novembre (620).

## INDICE DU COUT DE LA VIE

Paris, 1<sup>er</sup> trimestre 1938 (688) contre 581 pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 1937. Départements : budgets famille ouvrière de quatre personnes, base 100 en 1930.

	Mai 1937	Avril 1937	Nov. 1937	Févr. 1938	Mai 1938
Ain .....	102,0	107,3	112,8	116,0	119,5
Aisne .....	95,1	98,6	105,4	109,0	109,9
Allier .....	104,8	107,9	113,8	117,2	120,2
Ardennes .....	98,3	103,4	110,8	114,6	115,9
Ariège .....	94,8	97,0	102,0	106,6	104,6
Aude .....	100,4	107,7	115,9	118,0	118,1
Aveyron .....	95,7	103,0	105,8	111,2	112,2
Belfort .....	105,3	109,3	114,0	116,3	117,2
Calvados .....	102,8	102,9	109,8	113,5	114,1
Cantal .....	95,3	104,7	110,0	114,1	114,1
Charente .....	106,6	110,0	117,1	118,8	119,2
Charente-Inférieure .....	108,4	116,7	117,9	119,9	120,0
Corrèze .....	98,9	102,4	107,1	109,0	110,0
Côte-d'Or .....	103,2	107,5	113,5	114,6	115,0
Dordogne .....	96,9	100,9	108,4	112,7	113,7
Doubs .....	93,0	98,5	106,8	109,4	111,5
Drôme .....	94,3	98,2	102,7	108,8	111,9
Eure .....	101,4	105,1	112,4	114,8	118,1
Eure-et-Loir .....	101,4	107,7	114,0	115,7	118,1
Finistère .....	97,6	106,8	108,1	110,0	110,0
Gard .....	99,8	104,6	105,2	106,0	106,0
Garonne (Haute-) .....	100,0	102,8	107,4	112,7	113,7
Gers .....	96,2	103,1	108,7	110,7	112,5
Hérault .....	97,9	110,5	112,9	115,0	115,0
Ille-et-Vilaine .....	97,6	99,9	106,8	107,8	110,2
Isère .....	98,4	103,4	106,9	109,7	112,5
Jura .....	94,1	97,8	104,7	107,9	110,2
Landes .....	98,7	99,5	108,2	110,1	111,5
Loire .....	107,6	110,1	115,7	118,3	119,7
Loire-Inférieure .....	102,3	105,2	113,5	117,4	118,2
Loiret .....	99,5	108,2	113,5	117,4	118,2
Lot .....	94,1	100,4	105,0	105,2	118,5
Lozère .....	101,3	101,3	109,4	112,0	119,0
Maine-et-Loire .....	100,6	103,6	114,2	118,2	121,6
Marne .....	105,1	107,6	113,6	116,2	121,6
Mayenne .....	101,0	111,4	115,0	121,4	121,4
Meurthe-et-Moselle .....	101,0	104,4	110,6	113,8	116,5
Meuse .....	97,3	102,7	108,5	113,8	116,1
Moselle .....	99,2	102,2	106,5	113,0	114,7
Nievre .....	95,2	97,3	103,5	107,5	109,9
Nord .....	99,7	111,0	114,0	114,3	117,6
Oise .....	95,7	98,1	107,9	111,5	115,9
Orne .....	101,9	107,9	115,7	117,0	118,9
Pas-de-Calais .....	95,2	101,2	110,2	112,1	114,0
Puy-de-Dôme .....	99,7	102,5	108,0	111,0	115,5
Pyrénées (Hautes-) .....	96,7	101,7	104,3	106,8	109,3
Pyrénées-Orientales .....	97,8	105,2	109,3	110,0	110,0
Rhin (Bas-) .....	103,1	107,7	112,7	115,7	115,7
Haut-Rhin .....	97,1	100,3	107,3	110,5	111,6
Saône-et-Loire .....	95,5	104,1	111,7	116,0	117,2
Sarthe .....	99,5	104,1	111,7	116,0	117,2
Savoie .....	98,8	105,2	110,4	112,3	114,1
Seine .....	102,2	106,9	114,2	118,4	119,1
Seine-Inférieure .....	101,0	103,5	114,7	117,4	119,1
Somme .....	99,2	104,3	111,6	116,2	119,7
Tarn .....	89,9	94,1	99,8	102,9	106,8
Tarn-et-Garonne .....	91,9	94,5	101,1	104,0	106,8
Vienne .....	103,4	111,6	118,3	121,0	121,0
Vienne (Haute-) .....	104,5	107,5	111,4	116,7	119,1
Vosges .....	104,5	108,6	114,0	119,3	119,9
Yonne .....	103,2	109,6	114,8	118,0	120,9
Moyennes .....	99,4	103,8	110,0	113,2	115,4

## Le coût de la vie dans le Nord

La Commission régionale d'études relatives au coût de la vie s'est réunie à la Préfecture du Nord, les 24 et 25 mai 1938, sous la présidence de M. Gazagne, secrétaire général de la Préfecture.

Sur propositions conformes des sous-commissions d'ét

# Autour des Décrets - Lois

## LES 40 HEURES

Décret fixant les modalités de récupération des heures perdues et la procédure d'autorisation des heures supplémentaires pour surcroît de travail.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre et du Ministre du Travail,

Vu la loi du 21 juin 1936 fixant la durée hebdomadaire du travail ;

Vu le décret du 2 mai 1938, pris en exécution de la loi du 13 avril 1938 et, notamment, l'article 13 ;

Vu l'avis de la commission permanente du conseil national économique, en date du 23 mai 1938 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les heures perdues par suite d'interruption collective de travail, soit dans un établissement, soit dans une partie d'établissement, pourront être récupérées dans les douze mois suivants.

L'inspecteur du travail sera préalablement informé par le chef d'établissement des interruptions collectives de travail et des modalités de la récupération. Toutefois, si le travail est interrompu par un événement imprévu, l'avis sera donné immédiatement.

Les heures perdues par suite de grève ou de lock-out ne peuvent donner lieu à récupération.

Art. 2. — Les heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, prévues par les décrets d'application pris en vertu de l'article 7 du livre II du code du travail, pourront être autorisées pour une branche d'industrie, soit sur tout le territoire, soit dans une région, par un arrêté du ministre du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, s'il ne peut être satisfait au surcroît extraordinaire du travail par l'utilisation, pendant la durée normale, du personnel de la main-d'œuvre en chômage de la profession.

Art. 3. — Les heures de récupération et les heures supplémentaires ne pourront être réparties uniformément sur toute l'année.

Sauf disposition plus large des décrets d'application, elles ne pourront augmenter la durée générale du travail de l'établissement ou de la partie d'établissement, de plus d'une heure par jour ni de plus de huit heures par semaine.

Art. 4. — Le chef d'établissement ne pourra débaucher, pour manque de travail dans le délai d'un mois succédant à une période de récupération ou d'heures supplémentaires, le personnel habituellement employé dans les établissements ou parties d'établissements où ont été effectuées ces heures de récupération ou ces heures supplémentaires. Cette disposition ne s'appliquera pas aux ouvriers et employés embauchés temporairement pour faire face au surcroît extraordinaire de travail.

Il devra réembaucher par priorité les mêmes travailleurs qui, après ce délai, auraient été licenciés pour manque de travail, si, dans les six mois suivants, il est procédé dans l'établissement à l'embauchage de travailleurs des mêmes catégories professionnelles.

Le ministre du travail retirera les bénéfices de la récupération des heures perdues et de l'utilisation des heures supplémentaires qui auraient été autorisées pour surcroît de travail, au chef d'entreprise qui n'aurait pas observé les dispositions prévues aux alinéas précédents. La durée du retrait ne pourra excéder un an.

Le ministre pourra autoriser par arrêté certaines industries ou certains établissements à déroger aux règles fixées par le présent article.

Art. 5. — La faculté de récupération et l'utilisation des heures supplémentaires autorisées seront, en cas de chômage extraordinaire et prolongé survenant dans une catégorie professionnelle, suspendues pour cette catégorie par arrêté du ministre du travail, soit pour l'ensemble du territoire, soit pour une ou plusieurs régions, et par décision de l'inspecteur divisionnaire du travail pour des établissements spécialement déterminés.

Art. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et les ministres du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal officiel » de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1938.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

Edouard DALADIER.

Le ministre du travail,

Paul RAMADIER.

**Avis d'extension**

**des conventions collectives**

AVIS relatif à l'extension de la convention collective de travail dans les Industries Métallurgiques de la Région Parisienne (Ouvriers) (« J.O. », 25 mai 1938).

## ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Si la réglementation peut avoir d'heureux effets, elle ne saurait cependant méconnaître les droits imprescriptibles des parents sur leurs enfants.

A cet effet, le décret qui vient d'être publié, mérite notre attention et doit nous inciter à être vigilants à son endroit, afin d'obtenir le respect des droits familiaux.

L'article 1<sup>er</sup> indique qu'il sera institué par décret, dans chaque département ou groupe de départements, un secrétariat d'orientation professionnelle sous l'autorité du Préfet et contrôlé par l'inspecteur d'Académie, en vue d'assurer la collaboration de l'enseignement technique avec les écoles et les offices de placement.

L'article 3 institue, sous l'autorité de l'inspecteur de l'Académie, une commission où siégeront les représentants du Ministère de l'Agriculture, à côté de praticiens de l'orientation, d'éducateurs, d'industriels, de commerçants, d'ouvriers et d'employés, choisis, après avis du Préfet, en majorité au sein des comités départementaux de l'enseignement technique.

— « Et les représentants des parents où sont-ils ? »

Les délibérations de la commission sont soumises à l'approbation du Préfet.

— « Pourquoi ? »

Le Préfet étant le représentant du Gouvernement, il pourra donc, selon les instructions qu'il aura reçues, rejeter les décisions prises par la commission. Cependant que l'article 7 précise :

Un décret déterminera les conditions d'ouverture et de fonctionnement requises au point de vue de la compétence des centres facultatifs créés par les Communes ou les Associations et Groupements professionnels ; ce décret déterminera les modalités d'un contrôle permanent des centres facultatifs.

Art. 8. — Celui-ci après avoir indiqué que la création des secrétariats d'orientation professionnelle sera échelonnée sur trois ans comme prévu à l'article 1<sup>er</sup>, précise :

Qu'après cette date, aucun enfant, âgé de moins de 17 ans, ne pourra être employé dans une entreprise visée à l'art. 9 s'il n'est muni d'un certificat délivré gratuitement par le Secrétariat départemental ou interdépartemental d'orientation professionnelle, sur attestation des centres publics ou privés d'orientation professionnelle.

Les centres privés subsistent donc, veillons à ce qu'ils puissent continuer leur travail d'orientation.

Ce certificat devra comporter au moins, dit le décret, l'indication du ou des métiers qui ont été reconnus dangereux pour la santé de l'enfant.

Nous aurions aimé qu'une attestation médicale y soit jointe, car l'enfant inapte aujourd'hui, peut, dans un avenir plus ou moins proche, recouvrer les facultés qui lui manquent pour exercer certaines professions, dont cette manière de voir lui interdit l'accès.

### TITRE II

#### DE L'EDUCATION PROFESSIONNELLE OBLIGATOIRE

Art. 9. — De quatorze à dix-sept ans révolus, tous les enfants employés ou admis dans les entreprises industrielles ou commerciales ou à caractère industriel ou commercial, publiques ou privées, ainsi que dans les entreprises concessionnaires de services publics ou se livrant à l'exploitation minière, dans les sociétés coopératives quel que soit leur objet, qu'elles possèdent ou non des établissements, boutiques ou magasins pour leurs opérations de crédit ou pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises, dans les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires, dans les sociétés de crédit maritime mutuel, dans les concessions de mines de pétrole et de gaz combustibles, doivent recevoir dans les conditions fixées aux articles 14 et 16 suivants une éducation professionnelle pratique et théorique, sans préjudice d'un complément de culture générale.

L'exception de ceux qui auraient été déclarés inaptes à toute éducation professionnelle par le secrétariat d'orientation professionnelle, après avis des centres d'orientation professionnelle publics ou privés.

Pendant la période de trois années prévue à l'article 1<sup>er</sup>, à défaut de centre d'orientation professionnelle, l'inaptitude sera prononcée par la commission locale professionnelle là où il en existe ou, à défaut, par un médecin appartenant aux catégories suivantes : médecins chargés de la surveillance du premier âge, médecins inspecteurs des écoles ou médecins chargés de tout autre service public.

Art. 10. — Le contrat d'apprentissage qui s'établit à défaut de convention écrite est soumis aux prescriptions des chapitres II, III, IV, V du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du code du travail.

Art. 11. — Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Art. 12. — Des chefs d'entreprise qui ne ressortissent pas à une chambre des métiers ou qui em-

ploient plus de cinq ouvriers ou employés adultes sont tenus d'engager les enfants de quatorze à dix-sept ans dans les conditions ci-après :

Le rapport minimum entre le nombre des apprentis dans chaque métier qui comporte apprentissage méthodique et complet et celui des ouvriers et employés qualifiés adultes est fixé par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'enseignement technique et du ministre du travail après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique. Ce rapport minimum est révisé en la même forme au moins tous les cinq ans. Des élèves des écoles publiques et privées d'enseignement technique peuvent être décomptés dans le nombre des apprentis d'une entreprise s'ils font dans ces écoles l'apprentissage d'un métier correspondant aux activités de ladite entreprise et s'ils bénéficient de bourses allouées par elle. Un décret pris sur la proposition du ministre chargé de l'enseignement technique déterminera les modalités de versement et d'attribution de ces bourses qui représenteront chacune une charge équivalente aux frais de la formation professionnelle d'un apprenti.

Les rapports minimum et maximum entre le nombre des enfants de quatorze à dix-sept ans employés par chaque entreprise dans les métiers qui ne comportent pas un apprentissage méthodique et complet et celui des adultes de dix-huit à vingt-cinq ans sont fixés et révisés dans les mêmes conditions.

Toute entreprise doit verser une contribution annuelle de deux mille francs pour chaque enfant non engagé dans les conditions ci-dessus fixées.

Sera toutefois exonérée de cette contribution le chef d'entreprise qui aura justifié de l'impossibilité de recruter des enfants de quatorze à dix-sept ans après avoir consulté l'office public de placement de sa résidence.

Les modalités d'assiette et de recouvrement de ladite contribution seront fixées par un arrêté contresigné des ministres de l'éducation nationale et des finances.

Art. 13. — Les comités départementaux de l'enseignement technique que instituent par la loi du 25 juillet 1919 sont chargés du contrôle et de la surveillance de l'éducation professionnelle.

Art. 14. — Des décrets pris après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique préciseront les conditions de désignation d'inspecteurs non rémunérés de l'apprentissage, les moyens du contrôle qu'ils exerceront, les modalités d'établissement, par les comités départementaux de l'enseignement technique, des règlements d'apprentissage, la qualification des maîtres chargés de la formation professionnelle pratique, ainsi que des mesures à prendre à l'égard des employeurs qui auraient organisé l'apprentissage de façon défectueuse.

Art. 15. — Les inspecteurs d'apprentissage sont autorisés à visiter pendant la durée du travail, les ateliers, entreprises, chantiers, magasins, comptoirs où se fait l'apprentissage, à s'informer de la formation professionnelle, de l'emploi et de la tenue de l'apprenti.

Les inspecteurs du travail sont chargés de constater, outre les contraventions aux dispositions des articles 7 et 8, alinéa 3 du livre I<sup>er</sup> du code du travail, les infractions aux dispositions de la loi du 25 juillet 1919, titre V, ainsi qu'aux dispositions du présent décret.

Art. 16. — La fréquentation des cours professionnels institués par la loi du 25 juillet 1919 est obligatoire, là où les cours ont pu être créés, pour tous les enfants de quatorze à dix-sept ans, à l'exception de ceux qui sont occupés à des travaux agricoles, de ceux qui poursuivent leurs études soit dans des écoles publiques ou privées, soit dans leurs familles, et des jeunes filles occupées à des tâches ménagères et familiales.

Pour tous les enfants qui atteindraient l'âge limite de dix-sept ans révolus en cours d'année scolaire, la fréquentation obligatoire est prolongée jusqu'à la fin de cette année.

L'horaire annuel de ces cours ne peut être inférieur à cent cinquante heures qui devront être groupées par deux ou trois heures consécutives.

Art. 17. — L'article 37 de la loi du 25 juillet 1919 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 37. — Des cours professionnels ou des perfectionnements sont organisés pour les apprentis, les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie.

L'ouverture des cours privés professionnels ou de perfectionnement et leur inspection sont soumises aux règles édictées pour les écoles privées, par les articles 26 à 31 de la présente loi. Les titulaires exigibles des directeurs et professeurs seront fixés par décret, après avis du conseil supérieur de l'enseignement technique.

Art. 18. — Les chefs d'entreprise industrielle ou commerciale devront présenter les apprentis aux examens organisés en application de la loi du 25 juillet 1919 ou de l'article 11 du livre I<sup>er</sup> du code du travail et leur laisser le temps nécessaire pour participer aux épreuves.

Toutes infractions aux dispositions du présent article seront passibles des pénalités prévues à l'article 50 de la loi du 25 juillet 1919.

Le Président de la République française,

Sur la proposition du Président du Conseil, ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, du Ministre de l'Agriculture, du Garde des Sceaux, ministre de la Justice, du Ministre des Finances, du Ministre de l'Economie Nationale, du Ministre de la Santé Publique et du Ministre du Travail ;

Vu la loi du 13 avril 1938, tendant au redressement financier ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrète :

Article premier. — Les travailleurs de toutes professions, remplissant les conditions du paragraphe 2 du présent article, assujettis aux assurances sociales, aux pensions civiles ou militaires ou à toute caisse de retraite gérée par l'Etat ou fonctionnant sous son contrôle, peuvent, à dater de la promulgation du présent décret, demander la délivrance à leur profit aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, d'un livret de « domaine-retraite » destiné à leur faciliter l'acquisition différée ou l'aménagement de biens ruraux comprenant ou non une maison d'habitation et dont la partie principale est située sur le territoire des communes dont la population municipale agglomérée au chef-lieu ne dépassait pas deux mille (2.000) habitants lors du dernier recensement général précédant l'acquisition ou l'aménagement desdits biens.

Pourront effectuer des versements :

1<sup>o</sup> Tous les travailleurs dont le salaire annuel de l'année précédente celle de leur demande de livret n'aura pas excédé le maximum prévu au titre de ladite année pour les assujettis aux assurances sociales du commerce et de l'industrie ;

2<sup>o</sup> Les agriculteurs, artisans, petits industriels ou commerçants n'ayant pas occupé de manière constante au cours de l'année précédente celle de leur demande de livret, plus de deux employés en dehors de leur main-d'œuvre familiale (conjoint, ascendants, descendants) ;

3<sup>o</sup> Les travailleurs des professions libérales inscrits pour l'année précédente celle de leur demande de livret au rôle de l'impôt sur le revenu des professions non commerciales pour une somme au plus égale à un maximum fixé périodiquement par décret.

Art. 2. — Les titulaires de livrets de « domaine-retraite » auront la faculté d'opérer sur ces livrets, avec ou sans interruption, jusqu'à ce qu'ils aient atteint soixante-cinq ans et pendant un délai minimum de vingt ans fixé par eux suivant leur âge lors du premier versement, des cotisations annuelles dont la quotité sera laissée à leur volonté sans pouvoir excéder mille francs (1.000 fr.) par an, ni être inférieure à cent francs (100 fr.) et qui ne pourront comporter au delà de ce minimum que des multiples de cinq francs.

Les titulaires pourront toujours effectuer des versements excédant 1.000 fr. dans la proportion où ceux-ci compenseraient des versements inférieurs à 1.000 fr. effectués par eux au cours des précédentes années.

Les versements devront être effectués par les titulaires de livrets de « domaine-retraite » au cours du mois anniversaire de leur naissance auprès des caisses de crédit agricole mutuel qui leur en délivreront reçus dispensés du timbre et en mentionneront le montant sur les livrets eux-mêmes.

Les versements ainsi reçus par les caisses de crédit agricole mutuel seront transférés par elles à la caisse régionale de crédit agricole mutuel de leur circonscription qui le reversera au cours de la première quinzaine du mois suivant à la caisse nationale de crédit agricole.

Pendant le temps où ils seront gérés par la caisse nationale de crédit agricole, les versements des titulaires de livrets de « domaine-retraite » sont incessibles et insaisissables et ne peuvent donner lieu à aucune opposition. Les biens ruraux acquis ou aménagés au moyen du livret de « domaine-retraite » pourront être constitués par les titulaires en biens de famille insaisissables.

Art. 3. — Les titulaires de livrets de « domaine-retraite » qui cesseraient en cours de contrat de remplir les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret pourront continuer à opérer le versement de leurs cotisations jusqu'à ce qu'ils aient soixante-cinq ans révolus, sous réserve d'avoir satisfait aux dites conditions du paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> pendant cinq ans.

Art. 4. — Les versements effectués au titre du « domaine-retraite » seront capitalisés par la caisse nationale de crédit agricole au taux de 10 p. 100 pour ceux des souscripteurs ayant plus de 55 ans lors de la souscription de leur livret ;

Au taux de 8,50 p. 100 pour ceux des souscripteurs ayant plus de 45 ans lors de la souscription de leur livret ;

Au taux de 7 p. 100 pour ceux des souscripteurs ayant moins de 45 ans lors de la souscription de leur livret.

Ces taux pourront être modifiés par décret pris sous le contresigne du ministre de l'Agriculture et du ministre des finances sans pouvoir être inférieurs à 7 p. 100 ni dépasser 10 p. 100.

La capitalisation des versements cessera à l'expiration du délai fixé par le souscripteur lors du premier versement et au plus tard quand le souscripteur aura atteint soixante-cinq ans.

Art. 5. — Le capital produit depuis le premier versement jusqu'à l'expiration du délai pour lequel le livret de « domaine-retraite » a été souscrit ne pourra être utilisé par les titulaires de livrets de « domaine-retraite » qu'à l'acquisition de biens dont le prix d'achat, frais non compris, n'excèdera pas de plus de 25 p. 100 le montant des sommes capitalisées mentionnées au livret lors de cet achat ou à l'aménagement de biens ruraux leur appartenant.

Les versements correspondant au prix d'achat des biens acquis dans la limite fixée au 1<sup>er</sup> paragraphe du présent article seront effectués directement au vendeur par les caisses de crédit agricole mutuel pour le compte des titulaires de livrets de « domaine-retraite ».

Les versements correspondant à des aménagements de biens ruraux appartenant aux titulaires de « domaine-retraite » seront effectués directement par les caisses régionales de crédit agricole mutuel pour le compte des titulaires de livrets aux entrepreneurs ayant effectué les travaux qui devront être approuvés et suivis par le service du génie rural.

Seul le reliquat des sommes capitalisées après déduction de ces versements pourra faire l'objet d'un versement en espèces aux titulaires de livret ou à leurs ayants droit si ce reliquat n'excède pas le quart des sommes capitalisées. Dans le cas contraire, il reste acquis à la caisse nationale de crédit agricole.

La caisse nationale de crédit agricole jouira d'un privilège spécial sur les biens acquis ou aménagés au moyen du livret de « domaine-retraite » en cas de revente dans un délai de moins de dix ans de leur acquisition ou de leur aménagement par les titulaires de livret eux-mêmes.

Pour l'exercice de ce privilège, la caisse nationale de crédit agricole primera tous autres créanciers, le Trésor excepté, pour être remboursée à concurrence de 50 p. cent du montant des intérêts capitalisés, produits par les versements du titulaire de livret de « domaine-retraite ».

Art. 6. — Dans le cas où avant l'expiration du délai pour lequel le livret de « domaine-retraite » a été souscrit, le titulaire ferait connaître par lettre recommandée adressée à la caisse nationale de crédit agricole qu'il abandonne son intention d'acquiescer ou d'aménager un bien rural ou si, après l'expiration de ce délai à dater de son premier versement, il renonçait à procéder à une telle acquisition ou à de tels aménagements, ou si à l'échéance de son contrat le titulaire de « domaine-retraite » n'était pas de nationalité française, il ne lui serait remboursé que le capital effectivement versé par lui, sans aucun intérêt. En cas de décès du titulaire de livret de « domaine-retraite » avant l'acquisition ou l'aménagement d'un bien rural, les sommes versées par lui seraient remboursées sans intérêt à ses héritiers à moins que ceux-ci s'engagent à remplir les obligations contractées par le titulaire du livret lui-même.

Art. 7. — La caisse nationale de crédit agricole pourra employer les sommes qui lui seront versées au titre du livret de « domaine-retraite » soit en bons garantis par l'Etat et d'une durée ne dépassant pas vingt ans, soit en avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel pour prêts à court terme, en opérations d'escompte, ou en avances pour prêts à moyen terme.

Art. 8. — Il sera inscrit chaque année, au budget général, au profit de la caisse nationale de crédit agricole, une contribution de l'Etat calculée sur la base de 50 p. 100 du taux de capitalisation appliqué aux titulaires de livrets de « domaine-retraite ». Le montant en sera déterminé en prenant pour base à la date du 31 décembre de l'année précédente, en ce qui concerne les fonds dont la caisse nationale de crédit agricole a la gestion au titre du livret de « domaine-retraite », les versements reçus au cours de ladite année et les versements antérieurs dûment capitalisés respectivement aux taux de 7 p. 100, 8,50 p. 100 et 10 p. 100.

Art. 9. — Les cotisations effectuées par les titulaires de livrets de « domaine-retraite » possédant lors de leur versement au moins trois enfants légitimes vivants et âgés de moins de seize ans, donneront lieu à une bonification de 25 p. 100 ; celles effectuées par les titulaires de livrets possédant cinq enfants au moins remplissant les conditions ci-dessus donneront lieu à une bonification de 50 p. 100.

Ces bonifications seront à la charge de l'Etat ; l'avance en sera faite par la caisse nationale de crédit agricole à laquelle leur montant sera remboursé mensuellement au moyen de crédits spéciaux ouverts à cet effet au budget du ministère de l'Agriculture.

Leur montant sera porté au compte des titulaires de livrets. Il ne donnera pas lieu à capitalisation et ne sera versé qu'aux titulaires ayant acquis ou aménagé un bien rural.

Art. 10. — Les dépenses de personnel et de matériel entraînées par le fonctionnement du livret de « domaine-retraite » seront à la

charge du budget autonome de la caisse nationale de crédit agricole. En ce qui concerne l'année 1938, les dépenses de matériel ne pourront pas excéder 500.000 francs.

Art. 11. — Chaque année, dans un délai de six mois à compter du jour anniversaire de la naissance de chaque titulaire de livret de « domaine-retraite », la caisse nationale de crédit agricole lui fera parvenir, par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole mutuel ayant reçu et transféré ses versements, l'indication de la somme produite par ses versements capitalisés dans les conditions prévues au présent décret, et augmentée des bonifications pour enfants qui lui auraient été attribuées.

Art. 12. — Les recettes et les dépenses en capital et intérêts effectuées par la caisse nationale de crédit agricole au titre du livret de « domaine-retraite » seront enregistrées dans ses écritures à un compte de service spécial intitulé « gestion du livret de « domaine-retraite » » et dont les détails de fonctionnement seront, en tant que de besoin, fixés par arrêté du ministre de l'Agriculture et du ministre des finances.

Art. 13. — Les pièces d'état civil nécessaires aux travailleurs pour la souscription ou la gestion des livrets de « domaine-retraite » seront délivrées sans frais et sur papier libre soit aux intéressés eux-mêmes, soit à la caisse nationale de crédit agricole.

Art. 14. — Un décret pris sur le rapport du ministre de l'Agriculture, du ministre des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, déterminera les conditions particulières d'application du présent décret.

Art. 15. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Art. 16. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'Agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'Economie nationale, le ministre de la santé publique et le ministre du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 mai 1938.

### L'O. M. SCIENTIFIQUE

## Le charbon pulvérisé va-t-il bientôt remplacer l'essence pour le moteur à explosions ?

Le résultat de cette réalisation serait le suivant : 1.200 grammes d'anthracite valent comme force 1 litre d'essence.

L'Allemagne aurait mis au point un moteur à charbon pulvérisé et la firme Schichau, à Elbing, serait en mesure d'exécuter un moteur multiples cylindres fonctionnant avec ce procédé.

Le moteur à charbon pulvérisé, écrit à ce sujet la « Bergwerks-Zeitung », a été inventé par l'ingénieur Rudolf Pawlikowski, collaborateur de M. Rudolf Diesel. Il a été mis au point par l'I. G. Farben et les usines Schichau, qui ont travaillé en liaison avec le laboratoire de l'Ecole Technique Supérieure de Dresde.

La difficulté principale, à laquelle on se heurtait, avait trait à l'injection et au réglage des quantités voulues de charbon pulvérisé dans les cylindres. Ce problème a été étudié spécialement par le Dr. H. Wahl.

Il ne pouvait être question d'utiliser pour le charbon pulvérisé un procédé analogue à celui appliqué aux carburants liquides. Sous une pression même faible, le charbon pulvérisé se « comprime » et s'agglomère. De ce fait, il n'est pas possible de le faire circuler dans des tubes allongés ou étroits. L'usure intérieure, les risques d'inflammation spontanée, posaient également des problèmes délicats.

Lors des essais précédents, les cylindres, segments, pistons, etc., avaient marqué une usure beaucoup plus rapide que dans le moteur Diesel, en raison des dépôts de cendres. Ramener la durée de cette usure à la normale était le problème le plus sérieux en même temps que le plus difficile à résoudre. Il a fallu trouver pour la construction du moteur des alliages particulièrement résistants.

La solution de ce problème, après celle de l'injection du charbon pulvérisé dans le cylindre, a enfin permis la mise au point pratique du moteur.

Et, à Paris, un taxi marchant à l'anthracite vient d'être présenté.

Un mécanicien, M. Auguste Murry, et un petit artisan, M. Henri Lory, ont conçu et réalisé un taxi dont le moteur peut être actionné par le bois vert, le charbon de bois, le charbon de terre ou l'anthracite, ce dernier combustible devant, toutefois, être employé de préférence.



Imprimerie Centrale  
12, rue St-Siméon,  
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.